

Tous les indices sont dans le rouge !

Tous les indicateurs de l'économie française sont aujourd'hui dans le rouge. Les rododendres du Président de la République comme celles de ses Ministres dont celles de madame Lagarde n'y ont rien changé (Concernant cette dernière, rappelons tout de même qu'il y a quelques jours encore elle continuait d'affirmer que la croissance se situe-

rait pour 2008 dans « le bas de la fourchette » de 1,7 à 2%, ce qui a beaucoup fait sourire, sauf peut être le premier ministre qui 2 jours après est venu annoncer un ralentissement très « sévère » de la croissance, l'estimant autour de 1%). Dans ce cadre on notera qu'une série d'indicateurs pris en compte pour l'élaboration du budget 2008 s'avèrent des

plus optimistes au regard de la réalité constatée, justifiant ainsi pleinement ce que nous avons écrit ici sur la sincérité du budget, mais aussi conduisant à de nouveaux tours de vis sur les dépenses publiques (dont le fonctionnement et l'intervention de la fonction publique) pour tenter de réajuster le tir de manière compatible.

Quelques illustrations

Prix : 3,6% contre 1,6% dans les prévisions économiques du budget 2008. ...et les conséquences en matière de pouvoir d'achat des salaires, des minima sociaux, qui sont très largement décrochés de l'évolution des prix. Dans la fonction publique, l'écart entre l'évolution de l'indice, base de la rémunération, d'une part (0,8%) et les prix d'autre part (3,6%) connaît un niveau sans égal.

Croissance : 1% (maxi) contre 2,25% (entre 2 et 2,50% initialement - ramenés à une fourchette de 1,7 à 2% en mars 2008 -). Moins de croissance c'est moins de richesses créées, des difficultés sur l'emploi et moins de rentrées fiscales. D'où un budget qui était déjà nettement insuffisant pour le service public, mais qui, de plus subit de nouvelles contraintes aggravées par le paquet fiscal.

Le moral des ménages au plus bas. Cet indicateur rendu public par l'INSEE (29 Juillet), est au plus bas. Il recule mois après mois et ce sur toutes les questions que cet indicateur prend en compte. Il note par exemple une dégradation attendue du niveau de vie et montre une réelle stagna-

tion sur l'appréciation de l'opportunité d'acheter.

La consommation des ménages étudiée par l'INSEE (publiée le 23/07), confirme ce qu'indique l'enquête sur le moral des ménages (cf ci-dessus) et traduit une atonie voir un repli (-0,4 % pour les produits manufacturés, -1,3 % pour les biens durables...) ce qui, compte tenu du fait que plus de la moitié de la croissance est « tirée » par la consommation des ménages, est un facteur économique extrêmement négatif.

Le chômage repart à la hausse. Malgré l'effet positif pour le taux d'emploi que constitue la courbe démographique et les départs massifs du « papy boom », le taux de chômage est reparti à la hausse (+ 0,1% en juillet, après 0,3 en juin et 0,2 en mai), et les emplois créés sont en nombres inférieurs aux emplois détruits.

L'immobilier recule. Quand le bâtiment va tout va dit l'adage populaire. Or avec un repli de 19,9% des permis de construire et de 28,2% des mises en chantier, l'immobilier connaît une crise qui au-delà de sa participation importante au recul de la croissance joue aussi négativement sur l'emploi...

Une telle situation ne se subit pas elle se combat !



Outre ce que tout cela traduit comme échecs pour les orientations suivies, il y a aussi les lourdes menaces qui d'ores et déjà s'annoncent sur le monde du travail, les salariés et les retraités, les demandeurs d'emploi, les plus démunis

notamment... car c'est à tout ceux là, à nous, que le pouvoir entend désormais présenter l'addition.

C'est au nom de ces résultats qu'il va être demandé encore plus de sacrifices, que vont être « justifiés » et exigés, au nom de la compétitivité, des salaires de plus en plus à la traîne avec un pouvoir d'achat qui continue de s'effondrer, que l'on va vouloir justifier de nouvelles coupes dans le service public au nom des moindres rentrées fiscales et de la nécessaire lutte contre les déficits,

amputer les politiques sociales dont les déficits seront encore et toujours présentés comme des données qui s'imposent et nécessitent des efforts pour ajuster les comptes...

Or tout cela participe d'un enfoncement dans la crise. Loin de conduire au renoncement cette situation nécessite un engagement résolu dans l'exigence de réponses positives aux revendications. Ni économiquement, ni bien entendu socialement il n'y a de sortie par l'austérité et les reculs sociaux.

Il faut replacer les revendications sociales au cœur des débats !